

VETO CONTRE L'HUMANITÉ

La paix dans le monde entravée par quelques nations puissantes ou pourquoi la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU est nécessaire

RÉSUMÉ

www.oxfam.org



OXFAM

© Oxfam International, septembre 2024

Auteur-es principaux/ales : Marc J. Cohen, Amy Croome et Elise Nalbandian

Auteur-es collaborateurs et collaboratrices : Pauline Chetcuti et Mathew Truscott

Oxfam remercie Nesrine Aly, Martin Butcher, Lucy Cowie, Tom Fuller, Nick Galasso, Padmini Iyer, Abha Jeurkar, Brenda Mofya, Tawanda Mutasah et Ed Pomfret pour leur contribution précieuse à l'élaboration de ce rapport.

Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International

DOI : 10.21201/2024.000037

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Conception graphique par Marc Rechdane

Traduit de l'anglais par Morgane Menichini et relu par Barbara Scottu

Image de couverture : Marcelline est en chemin pour collecter de l'eau près de Bangassou, en République centrafricaine, le 3 mars 2021. « Quand les coups de feu ont retenti, je n'ai pas compris ce qu'il se passait. Je n'arrivais pas à savoir d'où ils provenaient. J'avais peur. Ils ne s'arrêtaient pas. J'étais terrifiée. » Marcelline, 36 ans et mère de quatre enfants, se remémore l'attaque sur Bangassou du 3 janvier 2021. Crédit photo : Adrienne Surprenant/Oxfam.

RÉSUMÉ

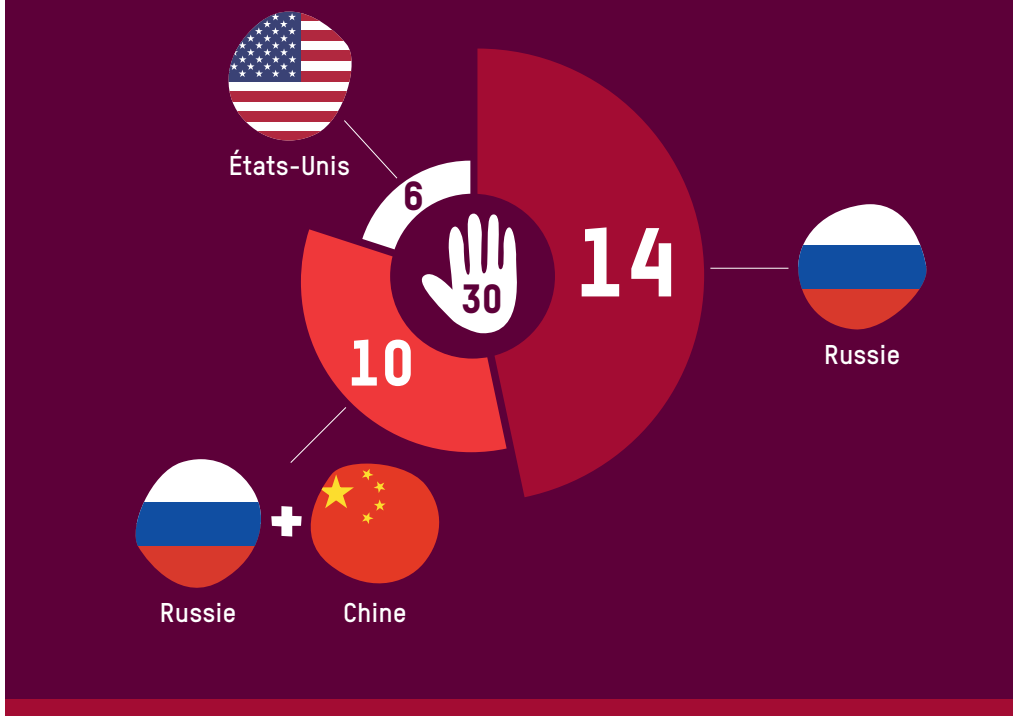
Le Conseil de sécurité de l'ONU a rompu sa promesse de maintenir la paix et la sécurité internationales. Les conflits se multiplient partout dans le monde. Certains font rage depuis des décennies, sans signes d'accalmie, et entraînent des souffrances humaines sans précédent. Les 23 crises prolongées étudiées dans le présent rapport ont figuré dans l'Aperçu de la situation humanitaire mondiale de l'ONU au moins cinq fois au cours des dix dernières années¹.

Au cours des dix dernières années seulement, les conflits de ces 23 crises ont entraîné 1,1 million de décès. Des millions de personnes ont été forcées de fuir et 135 millions de personnes affectées par des conflits souffrent gravement de la faim, les conflits ayant été la principale cause du manque d'accès à la nourriture². Pendant la même période, le nombre de personnes nécessitant une assistance humanitaire a quasiment quadruplé. Les financements nécessaires à la prise en charge de cette hausse des souffrances humaines ont presque triplé, passant de 20,3 milliards de dollars à la somme colossale de 56,1 milliards de dollars³.

Tout cela ne doit rien au hasard. Une poignée d'États puissants, représentant 25 % seulement de la population mondiale mais dotés de l'arme nucléaire, ont trop souvent manipulé la paix et la sécurité internationales pour satisfaire leurs intérêts géopolitiques et économiques. Entre 2014 et 2024, un ou plus des cinq États membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (le P5) ont exercé leur droit de veto sur 30 résolutions du Conseil de sécurité portant sur des crises prolongées, notamment dans le Territoire palestinien occupé et en Israël, en Ukraine, en Syrie et au Yémen. La Russie et les États-Unis sont à l'origine de 75 % des 88 veto opposés au Conseil de sécurité depuis 1989. Les autres veto ont été mis par la Chine. Ni la France ni le Royaume-Uni n'ont exercé leur droit de veto au cours de cette période⁴. Ces veto ont pour beaucoup bloqué des résolutions similaires à celles adoptées à la majorité par l'Assemblée générale des Nations Unies.

En outre, les cinq membres permanents ont délibérément exercé une influence sur le choix des conflits qui faisaient l'objet de discussions au sein du Conseil. Plus de 95 % des résolutions adoptées au cours des dix dernières années par le Conseil de sécurité ne concernent que la moitié seulement des crises prolongées ; reléguant l'autre moitié à l'arrière-plan⁵.

FIGURE 1: NOMBRE DE VETO ENTRE 2014 ET 2024



Source : Bibliothèque Dag Hammarskjöld de l'ONU (non daté), *Tableaux des séances du Conseil de sécurité de l'ONU et issues des délibérations : Liste des vétos*⁶

Le P5 n'est pas un groupe homogène : certains de ces pays se sont montrés ouverts à la réforme, alors que d'autres utilisent leur veto en violation des dispositions de la Charte des Nations Unies. En raison d'une telle impasse au sein du Conseil de sécurité, 23 crises traitées dans le présent rapport ne reçoivent que très peu de soutien en vue d'une résolution, notamment en Afghanistan, au Burkina Faso, au Burundi, au Cameroun, en Éthiopie, en Haïti, en Iraq, en Libye, au Mali, au Myanmar, au Niger, au Nigeria, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo (RDC), en Somalie, au Soudan, au Soudan du Sud, en Syrie, au Tchad, dans le Territoire palestinien occupé, en Ukraine, au Venezuela et au Yémen.

Il est par conséquent difficile pour les organisations locales, féministes et de défense des droits des femmes, ainsi que pour les ONG, les organisations humanitaires et les agences de l'ONU, de répondre aux besoins immédiats générés par ces crises prolongées. Rien qu'en 2023, plus de 100 millions de personnes ont été privées d'une protection et d'un accès aux denrées alimentaires, à l'eau, aux systèmes d'assainissement et à l'assistance sanitaire indispensables⁷.

Le rapport « Veto contre l'humanité » d'Oxfam met au jour l'inadéquation du système du Conseil de sécurité de l'ONU dans le monde actuel. Une poignée d'États puissants exploite cet organe pour promouvoir leurs intérêts politiques à court terme, générant une catastrophe humanitaire mondiale dont l'ampleur rend difficile toute réponse adéquate. Au moyen de trois études de cas, portant sur la bande de Gaza, la Syrie et l'Ukraine, le rapport d'Oxfam montre que les cinq membres permanents faillissent à leur mission de résoudre ces crises en abusant de leur droit de veto et du système de « plume ». En cela, ils bafouent leur responsabilité principale de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Les cinq membres permanents investissent beaucoup plus dans l'aide militaire que dans l'assistance humanitaire⁹. À titre d'exemple, en 2019, les États-Unis ont investi un budget de 18,8 milliards de dollars dans la sécurité, mais n'ont consacré que 6 milliards de dollars à l'aide humanitaire. Malgré cela, ils restaient le principal bailleur d'aide humanitaire. Si l'on peut affirmer que l'aide militaire fait partie intégrante du mandat du P5 en matière de sécurité, le déséquilibre entre aide militaire et aide humanitaire est frappant. En outre, les cinq membres permanents sont également leaders en matière de commerce légal des armes, puisqu'ils sont à l'origine de 73,5% des ventes dans ce secteur⁹. En 2021, les exportations d'armes en provenance de ces États équivalaient à plus de 90 milliards de dollars, une somme qui aurait pu couvrir plus de cinq fois le déficit de financement humanitaire estimé à 17,63 milliards de dollars cette année-là¹⁰.

En amont du Sommet de l'avenir, Oxfam encourage les États membres des Nations Unies à saisir cette rare opportunité¹¹ de prendre des mesures décisives et ambitieuses pour bâtir un système équitable, inclusif, efficace et réactif, respectant réellement les objectifs de la Charte des Nations Unies et accordant la primauté à la paix plutôt qu'aux questions politiques. Pour ce faire, il convient de remplir les conditions suivantes, entre autres :

- Les cinq membres permanents doivent renoncer à leur droit de veto et au monopole de rédaction. Il convient aussi d'élargir l'adhésion à d'autres pays afin de privilégier la représentation citoyenne à la représentation militaire.
- Les États membres permanents ont la responsabilité morale de respecter le droit international humanitaire et le Traité sur le commerce des armes¹², ainsi que de mettre un terme aux transferts d'armes et à l'aide militaire pouvant accentuer les violences et les souffrances et être utilisés dans le cadre de crimes de guerre.
- Les femmes et autres groupes marginalisés doivent rester au centre des négociations de paix : c'est la seule manière de trouver des solutions inclusives et durables.
- La communauté internationale doit rendre le financement humanitaire obligatoire, afin de créer un système financier humanitaire ne faisant aucun-e laissé-e-pour-compte.

NOTES DE FIN

- 1 Dans ces rapports annuels, publiés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), 23 pays ont été mentionnés pendant au moins cinq années consécutives au cours de la dernière décennie. Ces pays sont confrontés à des crises prolongées, selon la définition de Development Initiatives. OCHA, *Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2024*. Dernière visite le 22 août 2024. <https://humanitarianaction.info/> ; et <https://www.unocha.org/publications/report/world/global-humanitarian-overview-2024-enarfres>
- 2 FSIN (2024), *2024 Global Report on Food Crises: Joint analysis for better decisions*. Dernière visite le 22 août 2024. <https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC2024-full.pdf>
- 3 Pour les données sur les appels de fonds en 2014 et 2023, voir Service de suivi financier (FTS) du bureau OCHA des Nations Unies (non daté), *Historical Coverage of Coordinated Plans: Humanitarian aid contributions 2023*. Dernière visite le 20 juillet 2024. <https://fts.unocha.org/home/2023/plans>
- 4 Pour plus d'informations sur les veto du Conseil de sécurité de l'ONU, voir Bibliothèque Dag-Hammarskjöld de l'ONU (non daté), Tableaux des séances du Conseil de sécurité de l'ONU et issues des délibérations : Liste des vétos. Dernière visite le 20 juillet 2024. <https://research.un.org/fr/docs/sc/quick>
- 5 Calculs d'Oxfam basés sur les données de l'ONU. Pour 2024, voir Conseil de sécurité de l'ONU. *Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité en 2024*. Dernière visite le 12 septembre 2024. <https://main.un.org/securitycouncil/fr/content/r%C3%A9solutions-adopt%C3%A9es-par-le-conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-en-2024>. Pour 2015-2023, voir le moteur de recherche des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU. Dernière visite le 22 août 2024. <http://unscr.com/>
- 6 Ibid.
- 7 OCHA, (2022), *Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2023*. Dernière visite le 22 août 2024. <https://www.unocha.org/publications/report/world/global-humanitarian-overview-2023-enaresfr>
- 8 SIPRI. (2024), *SIPRI Yearbook 2024, Armaments, Disarmament and International Security* (p.11). Dernière visite le 20 juillet 2024. https://www.sipri.org/sites/default/files/2024-06/yb24_summary_en_2_1.pdf ; Service de suivi financier du bureau OCHA des Nations unies. (2024), *Total Reported Funding 2021*. Dernière visite le 28 août 2024. https://fts.unocha.org/global-funding/donors/2021?order=total_funding&sort=desc
- 9 P.D. Wezeman, K. Djokic, M. George, Z. Hussain et S.T. Wezeman. (2024), *Trends in International Arms Transfers, 2023*. Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). Dernière visite le 22 août 2024. https://www.sipri.org/sites/default/files/2024-03/fs_2403_at_2023.pdf
- 10 X. Liang, L. Scarazzato, L. Béraud-Sudreau, N. Tian, D. Lopes da Silva, Y. Choi et E.K. Sild (2023), *The SIPRI top 100 arms-producing and military services companies, 2022*. SIPRI. Dernière visite le 28 août 2024. https://www.sipri.org/sites/default/files/2023-11/fs_2312_top_100_2022.pdf
- 11 Sommet de l'avenir (2024). Dernière visite le 22 août 2024. <https://www.un.org/fr/summit-of-the-future>
- 12 Nations Unies *Traité sur le commerce des armes*. Dernière visite le 28 août 2024. <https://thearmstradetreaty.org/hyper-images/file/Traitesurlecommercedesarmes/Traitesurlecommercedesarmes.pdf?templated=137262>

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui travaillent avec leurs partenaires et alliés pour aider des millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou www.oxfam.org.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (www.oxfamcolombia.org)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam Danemark (www.oxfam.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

KEDV (www.kedv.org.tr)

